



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 01 – 18 SEPTEMBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
 - AGENDA
 - VISITES BILATERALES

LE PLUS GRAND
CENTRE
COMMERCIAL
D'AFRIQUE
OUVERT ENTRE
JOHANNESBURG
ET PRETORIA

SENEGAL :
ACCELERATION DE
LA CROISSANCE

COTE D'IVOIRE :
AXA RACHETE LES
PARTS DE
BOUYGUES DANS
ERANOVE

KELLOG INVESTIT
450 M USD EN
AFRIQUE

NNPC
RENEGOCIERAIT
AVEC LES MAJORS
DU NIGERIA

MOZAMBIQUE :
PREMIER PAVILLON
FRANCE A LA
FOIRE DE MAPUTO

COLLOQUE CYBER
SECURITE AU
CAMEROUN (26-27
NOVEMBRE 2015)

LE FRANÇAIS
TEREOS RACHETE
TRANSMARA
SUGER AVEC
ALTEO

KENYA : MISSION
DE L'AIEA POUR
LA FAISABILITE
D'UN PROGRAMME
NUCLEAIRE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Kellogg investit 450 M USD pour se développer en Afrique.

L'entreprise américaine spécialisée dans l'agroalimentaire vient d'acquérir 50% du capital de la société Multipro, une unité de vente et de distribution basée à Lagos appartenant au groupe singapourien Tolaram, pour 450 M USD. Il s'agit de la plus grosse entreprise de distribution de bien de consommation en Afrique de l'ouest avec un demi-million de points de vente, présente au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Togo et en République Démocratique du Congo.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap Vert : approbation de l'accord de pêche avec l'UE.

Le Parlement de l'UE vient d'approuver l'accord de pêche ratifié en août 2014 par la Commission et les autorités capverdiennes. Cet accord de quatre ans autorise 71 navires européens, principalement espagnols, portugais et français, à pêcher 5 000 tonnes de thon et autres espèces hautement migratoires dans les eaux de l'archipel à plus de 18 miles des côtes. En retour, l'Union accroît sa contribution financière, qui passe de 435 000 à 550 000 EUR par an les deux premières années, puis à 500 000 € par an les deux années suivantes.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : acquisition de l'entreprise sucrière kényane *Transmara Sugar Company* par le mauricien *Alteo* en partenariat avec le français *Tereos*.

La compagnie sucrière *Alteo* (dont les principaux actionnaires sont les groupes mauriciens GML et CIEL) a bouclé l'acquisition – en partenariat avec le français *Tereos* – de l'entreprise kényane *Transmara Sugar Company*. Cette dernière, localisée dans le comté de Kisi, dispose d'une capacité de broyage de 600 000 tonnes de canne par an. L'accord a été conclu par Sucrière des Mascareignes, une société enregistrée à Maurice, dont *Alteo* détient 60% du capital et *Tereos Océan Indien* les 40% restants. Le groupe mauricien poursuit ainsi son implantation en Afrique de l'est : en 2000 il avait fait l'acquisition de TPC Sugar, un complexe sucrier implanté en Tanzanie.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Mozambique : premier Pavillon France à la Foire de Maputo.

Du 31 août au 6 septembre, s'est tenue la Foire internationale de Maputo (FACIM). Business France y a organisé pour la première fois un Pavillon France de 300m² avec 45 entreprises françaises participantes, dont 25 de La Réunion et de Mayotte. Le Pavillon France a reçu le troisième prix du meilleur exposant de la FACIM 2015. La semaine à Maputo a été marquée par plusieurs événements « France » avec notamment l'organisation d'une conférence à l'hôtel Cardoso et d'un cocktail networking à la Résidence de l'Ambassadeur de France. Les relations franco-mozambicaines ont été mises à l'honneur tout au long de la semaine, renforcées par l'organisation d'une vingtaine de programmes de rendez-vous « BtoB » personnalisés.

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : Ouverture du plus grand centre commercial d'Afrique entre Johannesburg et Pretoria.**

Le plus grand centre commercial d'Afrique ouvrira ses portes en avril 2016 au cœur de Waterfall City, l'immense complexe urbain « mixte » en cours de développement, stratégiquement situé entre Johannesburg et Pretoria. Le « Mall of Africa » s'étendra sur 131 000 m² et pourra accueillir plus de 300 enseignes. Plusieurs acteurs locaux sud-africains de la distribution d'habillement, ainsi que des marques étrangères ont confirmé leur arrivée. Ce nouvel espace, attendu comme une vraie vitrine de la mode, devrait attirer une clientèle composée de touristes et de voyageurs d'affaires, mais aussi de Sud-africains aisés.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

▼ **Le Gabon lance une campagne d'emprunt obligataire de 80 Mds FCFA à partir du Congo.**

Le gouvernement gabonais a lancé, le 10 septembre au Congo Brazzaville, une campagne en vue de lever un emprunt obligataire de 80 Mds FCFA (122 M€) à 6 % sur 5 ans. Cette campagne sera menée auprès des pays membres de la Communauté Économique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC). L'opération, qui vise aussi bien les personnes physiques que morales vivant ou non dans la zone CEMAC, s'inscrit dans le plan stratégique que le Gabon a lancé en 2010 pour diversifier son économie et accélérer sa croissance.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Des entreprises tchadiennes construiront des digues au Cameroun pour 62 Mds FCFA.**

Dans le cadre du Projet d'urgence de lutte contre les inondations (PULCI) dans la partie septentrionale du Cameroun, le gouvernement camerounais vient d'attribuer les contrats pour la réhabilitation des périmètres irrigués et des digues de Maga & Logone et du Mayo Vrick à deux groupements d'entreprises tchadiennes : les groupements Geyser SA-Sotcocog SA et SRGM-ETRA, respectivement pour des montants de 33,3 Mds FCFA et 28,8 Mds FCFA. Elles ont été préférées à Hytra SA, (Cameroun) et Zarubezhv Dstroy (Russie).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Nigéria : baisse des réserves de changes à 30,8 Mds USD, hausse de l'inflation à 9,3%.**

Alors qu'elles avaient légèrement augmenté au cours de l'été, les réserves de change ont connu une baisse de 1,6% depuis le début du mois de septembre. Cette diminution de 450 M USD reflète en grande partie des sorties de capitaux consécutive à la décision de JPMorgan Chase d'exclure le Nigéria de son indice dédié aux obligations souveraines émises par les pays émergents. Parallèlement à la réduction des réserves de change, l'inflation a continué à s'accroître au mois d'août, atteignant 9,3% contre 9,2% en juillet selon le Bureau national de la statistique (NBS), supérieur au plafond de 9% fixé par la Banque centrale.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la Banque Centrale relève le taux directeur à 25%.**

La Banque Centrale ghanéenne a une nouvelle fois augmenté son taux directeur de 100 points de base (pdb) à 25%. Les augmentations successives cumulées depuis janvier 2014 représentent 900 pdb. Ce resserrement de la politique monétaire se fait dans un contexte de dérapage prolongé de l'inflation depuis 2013 (17,3% en glissement annuel en août 2015). Le gouverneur de la Banque Centrale, Dr. Kofi Wampah, veut ramener l'inflation vers le taux cible de 8% ($\pm 2\%$) d'ici la fin 2016.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : nouvelle dévaluation du kwanza, au plus bas historique vis-à-vis du dollar US.**

La Banque centrale angolaise a procédé le 10 septembre à une deuxième dévaluation du kwanza, de -5,6 %, après celle intervenue début juin (-6 %), le seuil des 125 AOA pour 1 USD n'étant plus soutenable alors que l'écart avec le taux au marché noir n'a cessé de croître ces dernières semaines, atteignant un taux de 220 AOA pour un USD. Malgré les interventions de la Banque centrale, les pressions sur le kwanza se sont intensifiées ces dernières semaines du fait du recul continu des prix du baril de pétrole et de la dévaluation de facto du yuan en août dernier. Cette décision devrait se traduire par une accélération des prix, avec un taux d'inflation supérieur à +11 % dans les prochains mois.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : forte révision à la baisse de la prévision de croissance pour 2015 à +1,5%.**

Le FMI vient de réviser à la baisse la prévision de croissance pour 2015 du Zimbabwe à 1,5 % contre 2,8 % projetée en avril, s'alignant sur la projection actualisée du gouvernement, alors que la Banque mondiale projette une croissance d'à peine 1 %. Le manque de liquidités est aggravé par l'impact du ralentissement de la croissance chinoise sur les exportations de minerais et les conséquences de la sécheresse sur la production de tabac. Le FMI a toutefois salué les engagements des autorités en matière de consolidation budgétaire, les annonces en matière de réglementation des investissements et le rapprochement avec les bailleurs de fonds.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le gouvernement présente un plan pour apurer 1,2 Md USD d'arriérés de paiement.**

Dans une lettre adressée au FMI, le ministère des Finances a présenté un plan d'apurement de 1,2 Md USD d'arriérés de paiement. Le remboursement de ces arriérés est l'un des engagements du gouvernement ghanéen dans le cadre du programme signé avec le FMI. 356 M USD seront décaissés en 2015, 378 M USD en 2016 et 467 M USD en 2017. Le remboursement de 160 M USD dus à la compagnie d'électricité du Ghana (ECG) sera étalé sur 5 ans, et 67 M USD seront versés aux compagnies de distribution d'essence.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : d'après le FMI, l'économie sierra léonaise devrait se contracter de 22% cette année.**

L'activité économique est fortement impactée par les conséquences de l'épidémie d'Ebola, et la baisse du prix du minerai de fer, qui a diminué de 20% cette année après une chute de 47% en 2014. Les mines sont à l'arrêt, ne payant plus leurs royalties à l'Etat, et les recettes fiscales diminuent du fait des licenciements. Enfin, la baisse de la valeur de la monnaie a renforcé l'inflation, qui a atteint 8,1% en juillet et qui devrait être supérieure d'ici à la fin de l'année.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : accélération de la croissance au deuxième trimestre.**

Au deuxième trimestre 2015, le PIB du Sénégal a progressé de 5,1% en rythme annuel (contre 3,3% à la même période de 2014), selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie. Cette dynamique a été soutenue par :

- l'accélération de l'activité dans le secteur secondaire (+8,9%) portée essentiellement par les activités des industries chimiques (+43,5%), l'énergie (+8,1%) grâce à la baisse du cours du pétrole, le BTP (+8,5%) et l'agroalimentaire (+6,2%) ;
- la robustesse du secteur tertiaire qui a enregistré une hausse de 4,4%.

La croissance du secteur primaire reste atone à 0,7% après 0,4% au premier trimestre, en lien avec le ralentissement des activités des industries extractives et de la pêche.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Togo : création d'une commission nationale des frontières maritimes.

Le 9 septembre dernier, le Togo s'est doté par décret d'une Commission nationale des frontières maritimes (CNFMT). La création de cette commission devrait faciliter les négociations sur la délimitation conventionnelle et consensuelle des frontières maritimes du Togo et le dépôt, auprès de la Commission des Nations unies, du dossier relatif à l'extension de son plateau continental.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : un nouveau portail pour le commerce et l'investissement.

Le gouvernement namibien a mis en place en juillet dernier un nouveau portail pour favoriser l'import-export, ainsi que les investissements entrants et sortants. Ce portail met à disposition de nombreuses informations : législation, guides pratiques, calelles...

Pour le consulter : <https://www.namibiatriadeinformationportal.gov.na/>

✉ alexandre.peaudeau@diplomatie.gouv.fr

▼ Angola : nouvelle loi sur l'investissement privé.

La loi n° 14/15 du 11 août 2015 sur l'investissement privé remplace la précédente loi de 2011. Un investissement minimum de 1.000.000 USD pour les non-résidents est toujours nécessaire pour obtenir les avantages prévus par la loi.

L'association avec un partenaire local à hauteur d'au moins 35% du capital est désormais nécessaire pour investir dans les secteurs de l'eau et électricité, hôtellerie et restauration, transports et logistique, construction, télécommunication et IT, moyens de communication sociale.

Les prêts d'actionnaires, de trois ans maximum, ne peuvent excéder 30% de la valeur de l'investissement. Une surtaxe est applicable aux dividendes non réinvestis en Angola excédant le montant des fonds propres investis.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Congo : 30 nouvelles entreprises obtiennent l'agrément de l'État pour leur projet d'investissement.

Sur 37 dossiers soumis pour approbation lors de la 1^{ère} session de la Commission nationale des investissements qui s'est réunie le 1^{er} septembre 2015, 30 entreprises ont été retenues pour un montant d'intention d'investissements estimé à 180 Mds FCFA (274 M EUR). Les dossiers examinés portent sur des projets d'investissement dans des secteurs d'activité variés tels que : l'exploitation des mines, l'agriculture, la pêche, les bâtiments et travaux publics, les banques, les entreprises de commerce, les hôtels, et les transports...

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Amélioration du climat des affaires en RDC : une aide de 50 MUSD de la Grande Bretagne.

David Kennedy, directeur général de DFID et le ministre congolais du Plan, Olivier Kamitatu ont signé mercredi 09 septembre 2015 à Kinshasa une convention d'assistance technique d'une

Objectif Afrique n°01

contrevalueur de 50 millions de Dollars visant à accompagner la RDC dans la mise en œuvre des réformes visant l'amélioration du climat des affaires.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Côte d'Ivoire : un prêt de 12 MUSD de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).

L'accord de prêt a été signé le mardi 15 septembre 2015 entre le ministre ivoirien chargé des finances et le directeur général de la BADEA. Ce prêt est destiné au financement d'un projet de construction d'infrastructures d'alimentation en eau potable (dont une station d'exhaure sur le fleuve Comoé, une station de traitement, une station de pompage et un réseau de distribution) dans la ville d'Abengourou (ville de 330 habitants située à l'est du pays) et dans des localités environnantes.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : nouvel appui financier de la Banque Mondiale.

La Banque mondiale et le Niger ont signé, le 11 septembre dernier, une convention de financement (sous forme de don) d'un montant global de 18 MUSD, destiné au Fonds fiduciaire d'appui au climat des affaires et à la compétitivité. Ce fonds, initié par le gouvernement danois, a pour objectif « d'améliorer les éléments critiques du climat des investissements tels que la justice commerciale, l'accès au financement etc. » Il vise aussi à renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) dans certaines filières agricoles (poivron, niébé et arachide).

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : projets dans le secteur électrique.

Central Electricity Board (CEB), l'organisme public de l'électricité de Maurice, a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant dans le cadre d'un projet de construction d'une centrale à cycle combiné (*Combined Cycle Gas Turbine*) d'une puissance installée de 135 à 150 MW. Cette centrale thermique fonctionnerait dans un premier temps à partir de fuel léger, puis serait approvisionnée ultérieurement à partir de gaz naturel liquéfié. Sa construction, dont le coût est estimé à 300 M EUR, a été évoquée dans un rapport de Banque Mondiale qui s'inquiète des risques de pannes généralisées à partir de 2017. Entre-temps, un appel d'offres a été lancé pour remplacer les moteurs vieillissants de la centrale thermique de Saint-Louis (60 MW), sur financement de la Banque africaine de développement (BAfD). Un prêt de 116,7 M USD (85,5 M EUR) a été approuvé par celle-ci en juin 2014. Selon le CEB, la capacité actuelle totale installée du pays est de 678 MW (dont 35% fournie par des producteurs indépendants - IPP) pour une demande en électricité de 460 MW.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.fr

▼ Ethiopie : lancement du premier programme spatial d'Afrique de l'Est.

Le premier observatoire spatial, destiné à la recherche et à l'enseignement, a été inauguré à l'été 2015 à Addis-Abeba, capitale éthiopienne. Il s'agit également du premier observatoire spatial d'Afrique de l'est. L'observatoire, situé sur le mont Entoto, est constitué de deux télescopes ultramodernes et a été financé, au bout de dix années de négociations avec le gouvernement, par l'homme d'affaire éthio-saoudien Mohammed Al-Amoudi (3 M EUR). L'observatoire permettra la formation des étudiants en astronomie et en astrophysique de l'université d'Addis-Abeba et de nouveaux projets sont en cours dans le pays : étude d'un nouvel observatoire sur les montagnes Lalibela au nord de l'Ethiopie et projet d'agence spatiale

nationale. L'Éthiopie espère également mettre en orbite, d'ici cinq ans, un satellite qui lui servirait pour l'observation des terres agricoles et les communications. En novembre 2015 devrait être également lancée la première fusée éthiopienne, à 30 kilomètres au-dessus de la surface de la Terre.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr – Relais Business France en Ethiopie

▼ Cameroun : la Turquie annonce 550 Mds FCFA de financements pour la préparation de la CAN 2019 au Cameroun.

Les financements devraient pour la plupart servir à la construction d'infrastructures sportives, notamment par le groupe VTB Capital. La Turquie est de plus en plus présente au Cameroun avec notamment l'ouverture d'une ligne Douala-Istanbul par Turkish Airlines, la construction d'un centre d'expositions Turkam Hall à Yaoundé, et celle d'une cimenterie à Douala par le groupe Eren Holdings, d'une capacité de 600 000 tonnes et d'un coût de 13 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : revue du portefeuille des projets de la Banque Mondiale (BM).

La revue du portefeuille des projets de la Banque Mondiale s'est tenue le 15 septembre à Brazzaville sous la présidence du directeur des opérations du groupe. Le portefeuille actuel de la BM compte une dizaine de projets d'un montant total de 347 Mds FCFA (529 M EUR), couvrant les trois piliers prioritaires du partenariat (agriculture, eau-énergie, diversification économique). La qualité de ce portefeuille est jugée modérément satisfaisante, avec un taux de décaissement de 36% pour les projets nationaux et 68% pour les régionaux (CAB et REED+). L'institution prévoit de mettre en place un nouveau cadre de partenariat avec le gouvernement du Congo à partir de 2017.

✉ madaules@afd.fr

▼ Cameroun : 10 Mds FCFA de la FAO pour l'Agriculture.

Le 4 septembre dernier, le directeur général de la FAO en visite de travail au Cameroun, a signé avec le gouvernement camerounais deux accords de coopération. Le premier accord transforme la représentation de la FAO au Cameroun en un bureau de liaison, aux compétences plus étendues. Le second, porte sur le financement à hauteur de 10 Mds FCFA, d'un programme agricole qui s'étendra sur une période de 5 ans.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 80 Mds FCFA de la France pour le développement de trois capitales régionales.

Suite à la signature le 3 juillet 2015 d'une convention de prêt de 40 Mds FCFA à l'Etat pour le développement des capitales régionales, les actes de rétrocession sous forme de subvention ont été signés entre le ministre des Finances Alamine Ousmane Mey et les délégués des communautés urbaines de Bafoussam, Bertoua et Garoua. A ce prêt souverain s'ajoutent 40 Mds FCFA de subvention du C2D destinés à l'aménagement des capitales régionales. Plus de 70% des 80 Mds ainsi alloués financeront la réhabilitation des voiries urbaines.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : 45 M USD de la Banque Mondiale pour l'amélioration du système national de statistique.**

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un don de 45 M USD de l'Association internationale de développement (IDA), destiné à accroître la capacité du système statistique national de la République démocratique du Congo (RDC) à produire et diffuser des statistiques économiques et sociales de base, dans des domaines tels que la démographie, l'agriculture et la pauvreté.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : visite d'Annick Girardin pour le New York Forum Africa à Libreville : signature d'une convention pour le financement de la lutte contre le braconnage des éléphants et le trafic d'ivoire.**

A l'occasion du NYFA (28 au 30 août 2015), la secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie Annick GIRARDIN, et le ministre de l'Economie, de la promotion des investissements et de la prospective du Gabon, Régis Immongault Tatangani, ont signé une convention de 10 M EUR dans le cadre de l'Accord de conversion de dettes (ACD) conclu en 2008 entre la France et le Gabon.

✉ Picardy@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ L'Afrique du Sud a accueilli le XIVe congrès forestier mondial à Durban.

Le XIVe congrès forestier mondial a eu lieu du 7 au 11 septembre à Durban sur le thème « les forêts et les populations : investir dans un avenir durable ». Il a réuni 3 900 délégués en provenance de 142 pays. Organisé tous les 6 ans par la FAO, il est l'occasion d'échanger sur les grands enjeux forestiers dans le monde, avec cette année un accent particulier sur la problématique de la gestion durable des forêts en Afrique. Le congrès a eu lieu pour la première fois sur le continent africain. Il a abouti à l'élaboration de recommandations ciblées destinées au sommet de l'ONU fin septembre sur l'agenda de développement post 2015 et à la Conférence COP21 sur le climat à Paris.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Ouest : lutte contre les mouches des fruits.

La CEDEAO organise, les 21 et 22 septembre 2015 à Abuja, la première réunion du comité de pilotage du Programme régional de lutte et de contrôle des mouches des fruits en Afrique de l'ouest. Ce programme de 23,5 M EUR est cofinancé par l'UE, l'AFD, la CEDEAO et ses Etats-Membres. Par des activités de surveillance, de lutte, de recherche et de renforcement de capacités des organismes impliqués, il vise à améliorer les revenus des producteurs de fruits et légumes de la région, en maîtrisant les pertes dues à l'infestation par les mouches des fruits. Après une première année de mise en œuvre, cette réunion sera l'occasion d'examiner l'avancement des activités et de valider la programmation des actions à venir.

✉ neyrag@afd.fr

▼ Ghana : suspension de la procédure d'introduction en bourse de la banque Agricultural Development Bank.

La banque publique Agricultural Development Bank (ADB) a dû suspendre le 10 septembre dernier sa procédure d'introduction en bourse, suite à une plainte déposée par un député ghanéen. Cette plainte porte sur l'absence d'approbation parlementaire dans le cadre de cette procédure. ADB avait lancé son introduction en bourse en juillet dernier avec l'objectif de lever 300 M USD sur le marché ghanéen.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : annulation des dettes et fusion des entreprises sucrières publiques en vue de leur privatisation.

Dans le cadre de la privatisation annoncée de 5 des 6 entreprises sucrières publiques – *Chemelil, Muhoroni, Nzoia, Miwani* et *Sony* – le gouvernement kenyan a annoncé un effacement de dette de 300 M EUR sur une dette totale cumulée de 526 M EUR. Au cours des 9 prochains mois, 51% des parts de chaque entreprise devraient être vendues à un « investisseur privé stratégique », 24% aux coopératives agricoles et à leurs employés tandis que les 25% restants feraient l'objet d'une introduction en bourse. Le gouvernement est, en effet,

tenu de réformer son secteur sucrier, peu compétitif au niveau régional, s'il souhaite continuer à bénéficier de tarifs douaniers préférentiels au sein du COMESA.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Madagascar : un plan national visant à améliorer le système de production agricole et à garantir la sécurité alimentaire.

Le Plan national d'investissement de l'agriculture, élevage et pêche/PNIAEP (2016-2020) a été présenté le 28 août 2015. D'un montant de 2,9 Mds EUR, sa mise en œuvre se fera via le Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche/PSAEP. Il repose sur 5 programmes opérationnels : i) l'exploitation rationnelle et durable des espaces de production et des ressources ; ii) l'amélioration soutenue de la productivité et de la promotion des systèmes de production compétitifs ; iii) la contribution à la sécurisation alimentaire, l'amélioration nutritionnelle et la réduction des risques ; iv) l'amélioration de l'accès aux marchés nationaux et repositionnement de l'exportation et, enfin, v) l'amélioration de la gouvernance des institutions et le renforcement de la capacité des acteurs. Le secteur agriculture, élevage et pêche représente 82% de la population active malgache, selon le gouvernement. L'objectif est de réaliser une croissance agricole de 6% par an et d'allouer au moins 10% du budget national au secteur agricole.

✉ hubert.colaris@dgtresor.fr

▼ Afrique du Sud : la production de vins en forte hausse.

Les grands producteurs et distributeurs de vins sud-africains ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de plus de 10% pour atteindre 1 Md EUR à la clôture de l'exercice de juin 2015. Cette augmentation est due à la croissance significative des volumes de vente (+5,7%). Des investissements ont très rapidement fait suite à ces bons résultats. L'industrie du vin a été l'une des seules à embaucher et investir dans les infrastructures, malgré une croissance économique faible et une augmentation générale du coût de la vie. Le vin entre de plus en plus dans les usages en Afrique du Sud. Cette tendance est amplifiée par la croissance de la classe moyenne aisée.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Production de sucre africaine en forte hausse.

L'observatoire mondial du sucre prévoit une croissance de la production africaine de sucre, avec une production de 12 millions de tonnes pour 2014/2015 alors qu'elle était de 11,5 millions de tonnes pour la période 2013/2014. Cette croissance s'explique par la hausse des investissements dans le secteur et par l'accès préférentiel au marché européen. Tous les pays du continent n'ont pas également participé à cette hausse. L'Afrique du Sud, l'un des plus gros producteurs a été ainsi affectée par la sécheresse, et n'a vu sa production augmenter que faiblement. A l'inverse, les petits pays producteurs, comme le Zimbabwe, la Zambie, le Mozambique, ont su accroître leur production par rapport à la période précédente.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Angola : le FIDA soutient le développement de l'aquaculture et de la pêche artisanale.

Le Fonds international de développement de l'agriculture (FIDA) va financer un projet de soutien à l'aquaculture et à la pêche artisanale en Angola via un prêt de 11,1 M USD. Le projet apportera son soutien à 10 000 pêcheurs et à 5 000 petites entreprises du secteur de la pêche.

Sur la période 2015-2020, le projet soutiendra le développement de la production, la mise en marché et le renforcement des capacités institutionnelles du secteur. L'Angola compte 1 650 kms de côtes et dispose d'abondantes ressources halieutiques. La production s'élevait à 354 500 T en 2012 pour une valeur de 1,5 Md EUR. La pêche maritime industrielle et artisanale pèse respectivement pour 73% et 23% de la totalité des captures.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : la compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC) pourrait renégocier les accords passés avec les multinationales pétrolières.

La NNPC a annoncé vouloir revoir les contrats de partage de la production pétrolière avec les firmes étrangères telles que Shell, Chevron, Eni et ExxonMobil au cours des prochains mois afin d'en tirer le plus de revenu possible pour le Nigéria. Certains experts restent circonspects quant à cette annonce, soulignant que les problèmes de gouvernance de la NNPC ont un impact plus important sur les revenus pétroliers que les termes de ces contrats. Ce processus de renégociation, s'il est « forcé », pourrait conduire à des poursuites contre le gouvernement nigérian pour violation des règles d'investissement.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : projet de gazoduc pour 250 M USD.

Le gouvernement ghanéen a annoncé un projet de gazoduc permettant d'acheminer du gaz de l'ouest du pays vers les centrales thermiques basées à Tema pour un investissement total de 250 M USD. L'objectif est de faire face à l'augmentation de la production de gaz attendue en 2017/2018 et de pallier les éventuels problèmes techniques du gazoduc ouest-africain. Ce projet se ferait en parallèle du raccordement du réseau gazier ghanéen au gazoduc ouest-africain.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : financement des Etats-Unis dans le secteur de l'énergie

Le Bénin va recevoir 375 M USD des Etats-Unis dans le cadre du MCA, le Millenium Challenge Account, un partenariat du gouvernement américain avec des pays relativement vertueux en matière de démocratie et de bonne gouvernance. Le Bénin apportera pour sa part 28 M USD. Le programme vise à renforcer les investissements privés dans les infrastructures de production et de distribution d'électricité, ainsi que d'électrification hors-réseau pour les ménages pauvres et non desservis.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la BAD lance la semaine de l'énergie pour l'Afrique

La Banque africaine de développement (BAfD) a lancé lundi 14 septembre dernier la « semaine de l'énergie » pour l'Afrique. Ce rendez-vous, qui consistera en une série de tables rondes et de débats, favorisera le dialogue entre les principaux intervenants du secteur (autorités publiques, partenaires multilatéraux et bilatéraux, secteur privé) afin de définir, conformément à la vision du nouveau président de la banque, le New Deal de l'énergie pour l'Afrique. Ce New Deal vise à accélérer l'approvisionnement énergétique du continent.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : une nouvelle équipe à la tête de l'entreprise publique Electricité de Guinée (EDG)**

Suite à la reprise par Veolia de la gestion de l'entreprise étatique Electricité de Guinée (EDG), M. Augustin Lovichi vient d'être nommé par décret présidentiel nouvel administrateur général de cette structure. Cet ancien haut cadre d'EDF (avec 30 ans d'expérience) aura à ses côtés sept directeurs français en charge des principaux départements. La prise de fonction de cette nouvelle équipe interviendra dans les tout prochains jours.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : les premières centrales solaires raccordées au réseau de la SENELEC seront françaises.**

Green Wish Partners lancera à la fin de l'année, en partenariat avec le groupe Vinci, les travaux de la centrale photovoltaïque, Senergy II, d'une puissance de 20 MW, située à Bokhol, à la frontière du Sénégal avec la Mauritanie. Cet investissement de 25 M EUR sera financé par une levée de fonds de 50 M EUR ouverte au secteur privé sénégalais. La Banque africaine de développement devrait y participer à hauteur de 20%. Une autre centrale solaire sera réalisée à Mkehe dans le centre ouest du pays, par Solaire Direct.

✉ folly.anamou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : mission des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), afin d'évaluer la faisabilité d'un programme nucléaire.**

Des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se sont rendus à Nairobi fin août dans le cadre d'une mission Integrated Nuclear Infrastructure Review. La visite des experts a été organisée à la demande du gouvernement du Kenya, membre de l'AIEA depuis 1996, et qui a manifesté son intérêt pour la production d'électricité d'origine nucléaire. Ces derniers ont conclu que le Kenya avait fait des progrès significatifs dans la préparation du développement d'un programme d'énergie nucléaire. Ils ont cependant recommandé l'adoption d'un cadre légal adapté. L'Afrique du Sud est le seul pays africain à produire de l'électricité nucléaire.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Ouganda : levée partielle de l'interdiction d'exportation de minerais.**

Le président Museveni a annoncé la levée de l'interdiction d'exportations de certains minerais - le phosphate, le coltan et le tungstène – en place depuis février 2015. Les restrictions touchant le fer et le cuivre, imposées depuis 2013, resteront cependant en vigueur. L'objectif de ces interdictions est de favoriser les investissements destinés à transformer localement des minerais, et à promouvoir les exportations à plus forte valeur ajoutée. Les investisseurs, à travers l'Uganda Chamber of Mines and Petroleum font pression en faveur de la levée totale de ces mesures. Si le café est le premier poste d'exportation ougandais, le secteur minier représente un potentiel important. Les exportations ougandaises ont enregistré un recul de 7% en 2014, à 2,65 Mds USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Kenya : de forts besoins en transformateurs électriques.**

En prévision du développement de la demande locale, deux usines de transformateurs ont été installées et une troisième est en cours d'installation. Cette évolution est liée au programme d'électrification de Kenya Power (distributeur d'électricité) qui comprend l'installation de 40 000 transformateurs majoritairement sur les trois grandes agglomérations Nairobi, Mombasa et Nakuru. L'ambassade de France et Business France organisent un colloque électricité/ENR le 24 novembre prochain pour sensibiliser les institutionnels et acteurs privés kényans à l'expertise de l'offre française.

✉ robert.kiarie@businessfrance.fr

▼ **Kenya : 3 distributeurs dominent le marché des produits pétroliers.**

Les trois plus gros opérateurs pétroliers au Kenya - Total, Vivo et Kenol - continuent à dominer le marché au deuxième trimestre de cette année. Sur une part de marché totale de 72%, Total Kenya est leader avec 28%, devant Vivo 26% (franchise Shell) et Kenol 18%. Ces trois distributeurs ont largement bénéficié de la demande accrue en 2015 et disposent des principaux réseaux de stations-services.

✉ robert.kiarie@businessfrance.fr

▼ **Services**

▼ **Guinée : un don du Maroc dans le secteur de l'eau.**

Dans le cadre du projet de renforcement de l'approvisionnement en eau potable de Conakry, la Société des eaux de Guinée, lance un appel d'offres international pour la fourniture et la pose d'une nouvelle conduite en acier (DN 1100 PN) sur 3,5 kms. Les travaux devraient être exécutés dans un délai de 8 mois. La date limite des offres est fixée au 17 novembre 2015 à 12h GMT et le cahier des charges est vendu à 5 000 000 GNF (526 EUR).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le belge Sea Invest prévoit d'accroître ses investissements.**

Le groupe belge Sea Invest, spécialiste de la manutention, prévoit d'investir 350 M EUR dans des projets d'extension de ses opérations dans le pays, notamment le terminal minéralier du port d'Abidjan dont il est le concessionnaire. Le groupe envisage également de construire une zone de logistique dans la commune de Yopougon (plus grande commune d'Abidjan), afin d'y déployer plusieurs entrepôts pouvant stocker jusqu'à 120 000 tonnes de marchandises.

Sea Invest envisage également de se développer au port de San Pedro, deuxième port du pays. A cet effet, il a déjà constitué avec la Société nationale des opérations pétrolières (Petroci), une co-entreprise dédiée aux services pétroliers.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Bruxelles Airlines intensifie ses rotations vers Lomé.**

Avec la finalisation des travaux d'extension de l'aéroport et l'augmentation du trafic aérien au Togo, les compagnies aériennes multiplient leurs rotations vers Lomé. Bruxelles Airlines a ainsi confirmé son intérêt pour le Togo, et a annoncé, par la voix de son directeur pays, un doublement des liaisons entre Lomé et Bruxelles avec, à partir de fin octobre, quatre liaisons hebdomadaires, contre deux actuellement.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap Vert : La compagnie aérienne nationale, TACV, emprunte 3,57 MUSD.**

Les autorités cap verdiennes ont autorisé la compagnie aérienne nationale TACV à contracter un nouveau prêt d'un montant de 3,57 MUSD auprès de la banque Caixa Economica de Cabo Verde (CECV). Cet emprunt servira au paiement des travaux de réparation de la flotte de la compagnie, constitué de deux Boeing, un 737-800 et un 737-200, qui assurent la desserte de l'international avec des vols réguliers vers les Etats-Unis, le Brésil, l'Europe et la sous-région, et d'un ATR 42 pour la desserte intérieure.

✉ foly.anamou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : plus de visibilité pour le franco-chinois Wiko.**

Le fabricant franco-chinois de smartphones Wiko vient de signer un accord de distribution pour son modèle 4G avec Safaricom, premier opérateur de téléphonie mobile au Kenya.

Après un accord en mars dernier avec la plateforme de vente en ligne Jumia visant la jeunesse, Wiko souhaite étendre sa base de clientèle à l'ensemble de la classe moyenne kenyane, qui recherche des appareils possédant les dernières technologies, mais à des prix accessibles.

Wiko est présent au Kenya depuis 2014 et avait, jusqu'à son accord avec Safaricom, déjà 200 distributeurs à travers tout le pays.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ **Kenya : Safaricom ouvre son interface de programmation aux développeurs.**

L'opérateur de téléphonie mobile kenyan Safaricom, leader incontesté du secteur avec 72% de parts de marché et surtout pionnier mondial du paiement mobile avec Mpesa, vient d'ouvrir l'interface de programmation de sa plateforme Mpesa aux développeurs kenyans et étrangers.

Accueillie très favorablement par la communauté tech kenyane, cette ouverture est surtout le moyen pour Safaricom d'intégrer à son mécanisme de paiement et de transfert d'argent par téléphonie mobile de nouveaux services financiers et pouvoir faire accéder Mpesa au rang de principal moyen de paiement pour l'e-commerce.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ **Cameroun – Nigéria : l'installation de la fibre optique entre les deux pays est achevée.**

Le constructeur mondial de réseau sous-marin de fibre optique, Huawei Marine Networks Ltd, a annoncé la fin de l'installation de la fibre optique entre le Cameroun et le Nigeria. Le tronçon de 1100 km, baptisé Nigeria-Cameroon Submarine Cable System (NCSCS) relie désormais la ville de Kribi à la ville de Lagos.

Le Nigeria-Cameroon Submarine Cable System assurera un débit de 12.8 Tbps entre les deux pays.

✉ pierre.valat@businessfrance.fr

ENTREPRISES

▼ **Nigéria : opportunités pour les PME.**

La Chambre de commerce bilatérale a profité de l'occasion de la visite du président Buhari en France pour y envoyer une délégation de PME. Elles ont participé au forum d'affaires organisé par le Medef. Les échanges ont tourné autour de trois sujets : dans la perspective de la COP 21, le premier panel a discuté des « villes durables et de l'énergie future du Nigeria ». Une autre préoccupation: « L'agriculture et l'agroalimentaire comme un outil de développement inclusif au Nigeria ». Enfin, les participants ont passé en revue « le secteur des services et de la consommation au Nigeria » afin d'identifier les opportunités d'affaires et de partenariat franco-nigériane, particulièrement dans le domaine de la formation professionnelle et le contenu local.

✉ drichard@france-nigeria.fr

▼ **AXA rachète les parts de Bouygues dans Eranove.**

Bouygues a cédé au groupe AXA les 18,6% de parts qu'il détenait dans le capital de la holding Eranove, leader dans les services publics en région ouest-africaine. Eranove possède plusieurs actifs énergétiques en Afrique subsaharienne francophone, principalement en Côte d'Ivoire et au Sénégal par le biais d'importantes entreprises concessionnaires comme la Compagnie ivoirienne d'électricité, la Société de distribution d'eau de Côte d'Ivoire, et la Sénégalaise des eaux. Cette acquisition permet à AXA de diversifier son portefeuille dans la région et confirme sa décision d'investir davantage dans les infrastructures. Elle consacre également le retrait de Bouygues du secteur de l'eau et de l'électricité dans la zone.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : profit de 175 M USD (156 M EUR) pour Ethiopian Airlines (EAL), la compagnie aérienne nationale.**

EAL a enregistré un chiffre d'affaires de 2,27 Mds USD (2,03 Mds EUR) pour l'année fiscale 2014/2015, soit une augmentation de 12% par rapport à 2013/2014. Elle a par ailleurs réalisé un profit net de 175 M USD. Ethiopian Airlines a transporté 6,4 millions de passagers et 329 000 tonnes de marchandises, contre 6 millions et 187 000 tonnes respectivement l'année précédente. EAL dessert 83 destinations internationales et 20 locales. Elle possède une flotte de 76 avions, majoritairement des Boeing long et moyen-courriers, dont 9 cargos. Elle a également commandé 12 Airbus A350 en 2009, dont les livraisons débiteront en 2016.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : profit de 630 M EUR pour Ethio Telecom.**

L'opérateur de télécom national *Ethio Telecom* a enregistré un revenu total de 920 M EUR et un profit brut de 630 M EUR pour l'année fiscale 2014/2015. Les travaux d'expansion (accomplis à 95%) ont porté le nombre d'abonnés mobiles à 39,8 millions d'utilisateurs, pour une population totale de 96 millions d'habitants. Le taux de pénétration reste ainsi l'un des plus faibles d'Afrique, d'après une étude publiée en décembre 2014 par le *Forum for Social Studies*. Seul opérateur télécom du pays, *Ethio Telecom* s'est toutefois engagé dans un projet de modernisation de son réseau, qui vise à étendre le réseau mobile et l'accès à internet via la 3G. D'un montant de 1,6 Md USD (1,4 Md EUR), ce projet est réalisé par les entreprises chinoises *Huawei* et *ZTE*.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie: KEFI Minerals vise 100 000 onces d'or par an à Tulu Kapi**

Cotée à Londres, la compagnie minière aurifère KEFI Minerals Plc, se fixe désormais un objectif moyen de production d'or de 100 000 onces par an, sur plus de dix ans. La mine de Tulu Kapi est située à 28km à l'est de la ville d'Ayra-Gulliso dans l'Etat fédéral Oromo, en Ethiopie. La production moyenne initialement espérée était de 75 000 onces par an sur une période de plus de 13 ans. Cette amélioration s'inscrit dans un processus d'accroissement de la capacité de traitement annuelle de l'usine qui passera de 1,2 million de tonnes à 1,5 million de tonnes. Pour mémoire, KEFI Minerals détient à 100% le projet Tulu Kapi renfermant 1 million d'once de réserves de minerai dans l'ouest de l'Ethiopie.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr – relais Business France

▼ **Congo : le Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel ouvre ses portes à Brazzaville.**

Le Radisson Blu, chaine hôtelière américaine appartenant au groupe Carlson Rezidor Hotel, a ouvert partiellement son premier hôtel au Congo, le Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel, à la faveur des 11^{èmes} Jeux Africains qui se tiennent du 4 au 19 septembre 2015 à Brazzaville. Son ouverture au public est annoncée à partir du 20 septembre. Cet hôtel 5 étoiles de 12 étages, 178 chambres, dont 28 suites et deux penthouses, est situé sur la rive nord-ouest du fleuve Congo, en plein centre-ville de Brazzaville. L'établissement offre 2.600 m² d'espace de réunion et propose plusieurs choix de restauration et de loisirs.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Camair co connait de nouvelles difficultés.**

La compagnie publique d'aviation camerounaise (Camair-co) a dû annuler depuis la fin du mois d'août plusieurs vols nationaux et internationaux, du fait de l'immobilisation de son principal avion « le dja » (Boeing 747, seul à effectuer les lignes internationales) qui connait une panne de moteur. Il convient de relever la suspension de trois pilotes de Camair Co pour divers manquements par l'autorité aéronautique. Par ailleurs l'Etat camerounais tarde à donner son accord pour le financement par les banques locales de son programme de restructuration (25 Mds FCFA), exigeant au préalable un audit par un cabinet qui aura en outre la charge d'élaborer un nouveau plan d'affaires.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Signature d'un accord de coopération entre la Société équatoriale des Mines et la Société guinéenne du patrimoine minier.**

La Société équatoriale des Mines (Gabon) et la Société guinéenne du Patrimoine minier (Guinée Conakry) ont signé un accord de coopération qui porterait sur un partage d'expérience dans le domaine de l'exploration minière et la gestion de portefeuilles, ainsi que sur l'échange d'expertises dans le domaine minier, la création de co-entreprises et la promotion du patrimoine minier.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ France-Nigéria : visite officielle du président Buhari les 14, 15 et 16 septembre 2015.

Lors de sa visite officielle, le président Buhari a rencontré le ministre de la Défense, Jean Yves le Drian, le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, le ministre des Finances, Michel Sapin et le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius . Muhammadu Buhari, accompagné d'une délégation d'entreprises nigérianes a également participé à un forum organisé par le Medef, durant lequel il a déclaré que les investisseurs français ne devaient pas seulement s'intéresser au secteur pétrolier, mais également à l'agroalimentaire et à l'industrie manufacturière. La France devrait également apporter un soutien au pays dans sa lutte contre Boko Haram, à travers la fourniture d'équipements militaires et de renseignements.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : promouvoir l'agriculture familiale.

L'AFD, l'Ambassade et l'Institut français du Nigeria ont organisé du 24 au 31 août 2015 à Abuja une semaine d'exposition sur l'agriculture familiale. Avec 80% de terres arables, le Nigéria compte 14 millions d'agriculteurs. La grande majorité de la production alimentaire (90%) provient de petites exploitations. L'activité agricole représente ainsi 21% du PIB. Cette semaine a été ouverte par une table-ronde réunissant des représentants des autorités nigérianes, de la CEDEAO, de l'AFD, du CIRAD, de l'ONG Action Aid et de l'organisation paysanne SWOFON, qui a abordé les initiatives et les politiques mises en œuvre pour soutenir l'agriculture familiale. Deux documentaires ont été projetés sur l'agriculture familiale au Nigéria et dans le monde.

✉ neyrag@afd.fr

▼ Niger : mission du FMI.

Une mission du FMI est en mission à Niamey jusqu'au 28 septembre prochain. L'objectif principal est de parvenir à produire un rapport sur la mise en œuvre du programme FEC (Facilité élargie de crédit) qui puisse être approuvé par Conseil d'administration du Fonds. On rappellera que cela n'a pas été le cas lors de la revue de juin au cours de laquelle les discussions avaient achoppé sur trois points : (i) la situation et l'apurement des arriérés de l'Etat, (ii) la situation budgétaire de l'Etat (déficit et transparence), (iii) l'endettement public externe (rythme et organisation du Ministère des finances).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan: renforcement des relations entre la Turquie et le Soudan

La Turquie et le Soudan ont décidé de renforcer leurs relations dans de nombreux domaines : sécurité, coopération technique, santé, échanges culturels, soutien humanitaire, éducation (construction d'une université turque à Khartoum). Les deux pays ont en outre signé une vingtaine d'accords économiques, principalement dans l'agriculture, les infrastructures, les télécommunications, les transports et l'électricité. La Turquie souhaiterait vendre des aéronefs et des navires « pour réhabiliter les transports endommagés par les sanctions américaines ». Elle devrait, en outre, encourager les investissements au Soudan tandis qu'une conférence économique turque se tiendra à Khartoum en novembre prochain.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : inauguration du Centre de compétences en télédétection de l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (AGEOS) par le Président Ali Bongo, en présence de Ségolène Royal et Annick Girardin.**

A l'occasion du New York Forum Africa (NYFA), le président de la République gabonaise Ali Bongo Ondimba a inauguré le Centre de compétences de l'AGEOS en présence de la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, et de la Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie.

Cette inauguration marque l'aboutissement du projet de surveillance de l'environnement assistée par satellite (SEAS) commencé en 2010 et financé dans le cadre de l'Accord de conversion de dette entre la France et le Gabon, pour un montant de 9 millions d'euros.

✉ picardy@afd.fr

▼ **Cameroun : colloque Business France Confiance Numérique – Cyber Sécurité (Yaoundé-Douala les 26 et 27 novembre 2015).**

Compte tenu du potentiel de développement du marché des technologies du numérique appliquées à la sécurité, qui a atteint 180 M EUR en 2013, Business France organise un colloque destiné aux entreprises proposant des produits ou des solutions dans les domaines de la cyber-sécurité, de l'exploitation des données téléphoniques, de géolocalisation, de la surveillance aux frontières.

✉ pierre.valat@businessfrance.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

